

Programme de progrès économiques

Entre-temps, le Conseil révolutionnaire place au premier rang de ses préoccupations un programme visant à "réviser et à améliorer" l'économie nationale. Le Gouvernement a déclaré qu'il veillerait à donner à la population thaïlandaise la nourriture, les vêtements, les logements et les médicaments dont elle a un pressant besoin. Déjà on a pu réduire le prix de certains produits de base: riz, sucre, charbon de bois, huile et énergie électrique. Le Conseil révolutionnaire a institué un comité national de la planification économique, comprenant parmi ses membres plusieurs conseillers économiques du gouvernement antérieur. Cet organisme s'appliquera à l'étude des programmes économiques à long et à court terme.

Rapports avec le Cambodge

Tandis que le Gouvernement de la Thaïlande se consacrait aux affaires intérieures, ses rapports avec le Cambodge se sont tendus. Sur bien des points, la frontière qui sépare les deux pays est mal tracée, ce qui donne naissance à des disputes qui depuis longtemps sont une source de malentendus. D'autre part les choses se sont aggravées encore par suite du litige au sujet de l'antique temple de Preah Vihear (Phra Vihar), situé sur la zone frontalière au nord-ouest de Bangkok; les journaux des deux nations ont attisé la dispute, et jusqu'à présent les efforts de négociations n'ont pas été couronnés de succès. Le 24 novembre, le Cambodge a fait savoir à la Thaïlande qu'il suspendrait provisoirement les relations diplomatiques avec son voisin, à partir du 1^{er} décembre. Le Gouvernement cambodgien soutient que cette initiative lui a été imposée par les circonstances, et particulièrement par les attaques virulentes de la presse thaïlandaise qui aurait affirmé qu'avec l'aide de la Chine communiste le Cambodge se prépare à devenir un adversaire actif de son voisin. Le Gouvernement cambodgien soutient aussi que la Thaïlande aurait édifié des fortifications sur la frontière et que certains villages cambodgiens auraient été pillés par les Thaïlandais.

Répondant aux accusations du Cambodge, le Gouvernement thaïlandais a annoncé le 29 novembre qu'il rappelait son ambassadeur au Cambodge et qu'il fermait la frontière commune. Le Gouvernement thaïlandais a signalé les raids que des Cambodgiens auraient faits en territoire thaïlandais et s'est élevé contre les attaques de presse et les déclarations "injurieuses" à l'égard de la Thaïlande faites par des membres du Gouvernement cambodgien. Évoquant semblerait-il la Chine communiste, le Gouvernement de la Thaïlande a dit que "le Gouvernement cambodgien ne semble pas agir de son propre chef, mais est plutôt l'instrument complaisant de tierces parties qui cherchent à détruire l'amitié et la bonne entente entre les nations".

En décembre, on semblait engagé dans une impasse quant au rétablissement immédiat des relations diplomatiques; les deux gouvernements étaient d'accord sur le principe, mais ils ne purent s'entendre sur le niveau auquel ces relations pourraient se renouer. Le Gouvernement thaïlandais voulait les rétablir au niveau des ambassadeurs, tandis que les dirigeants cambodgiens préféraient le faire à l'échelon de chargés d'affaires. Après un échange de lettres entre les deux gouvernements et le secrétaire général des Nations Unies, celui-ci consentit à envoyer comme médiateurs dans la zone frontalière le baron Beck-Friis, ancien diplomate suédois, et M. G. S. Murray, membre du ministère canadien des Affaires extérieures, attaché au Secrétariat des